

Améliorer les perspectives pour le commerce et les investissements régionaux en Afrique de l'Ouest : la solution à la sécurité alimentaire, au développement économique et à la stabilité dans la région

- DOCUMENT D'ORIENTATION -

AOÛT 2016

Partenaires de consortium



Le Centre d'études africaines de Leiden (ASCL) est un institut de connaissance faisant partie de l'Université de Leiden. Il entreprend des travaux de recherche, participe à des activités d'enseignement sur l'Afrique et vise à promouvoir une meilleure compréhension et une connaissance plus approfondie des développements historiques, actuels et futurs en Afrique. Il possède une vaste bibliothèque et un important centre d'information sur l'Afrique :

<http://www.ascleiden.nl>



LEI Wageningen UR est un institut de recherche socio-économique indépendant qui jouit d'une renommée internationale. Il offre aux gouvernements et aux entreprises des évaluations (socio)économiques et des conseils globaux en matière de stratégies et de processus décisionnel de manière innovante : <http://www.wageningenur.nl/lei>



Le Centre européen de gestion des politiques de développement (ECDPM) est un groupe de réflexion et d'action, qui vise à faire le lien entre les politiques et la pratique en matière de développement européen et de coopération internationale. Il joue un rôle de courtier indépendant entre l'Europe, l'Afrique et les groupes des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) : <http://www.ecdpm.org/>

Contact

Paul Lange / Ton Dietz
Centre d'études africaines Leiden
Postbus 9555
2300 RB Leiden
Pays-Bas
Tél : +31 71 527 3372

E-mail : p.lange@asc.leidenuniv.nl /
a.j.dietz@asc.leidenuniv.nl

INTRODUCTION

La préoccupation de plus en plus vive à l'égard de l'instabilité, de la pression démographique, de la migration et de l'insécurité alimentaire chronique en Afrique de l'Ouest, et la prise de conscience croissante que le développement du commerce et des investissements intrarégionaux est susceptible de contribuer à une croissance économique durable et profitable à tous, a incité un certain nombre de donateurs, parmi lesquels les Pays-Bas, à redoubler d'efforts pour soutenir l'intégration et la coopération en Afrique de l'Ouest.

Le soutien des Pays-Bas à l'intégration et à la coopération régionales en Afrique de l'Ouest s'inscrit très bien dans le cadre stratégique néerlandais pour l'aide, le commerce et les investissements, et s'aligne sur les principaux objectifs politiques néerlandais pour promouvoir une croissance économique durable et inclusive et renforcer la sécurité alimentaire. Par ailleurs, il y a un intérêt accru de la part des entreprises néerlandaises à investir en Afrique de l'Ouest et à faire du commerce avec la région, ainsi qu'une identification croissante des opportunités pour les entreprises néerlandaises, les instituts de connaissance et la société civile de contribuer à la croissance durable en Afrique de l'Ouest.

ÉTUDE EXPLORATOIRE

Afin que le soutien à l'intégration et à la coopération régionales en Afrique de l'Ouest soit efficace et ciblé par rapport aux besoins spécifiques de la région, il est nécessaire de construire une meilleure compréhension de la dynamique régionale dans sa diversité et sa complexité, et d'acquérir une connaissance approfondie des opportunités qu'offre l'intégration régionale en Afrique de l'Ouest et des défis qu'elle pose.

Lancée par le Ministère néerlandais des Affaires étrangères et commandée par la Food & Business Knowledge Platform, l'étude exploratoire rapportée dans le présent document d'orientation avait pour objectif global de fournir un tableau exhaustif et contextualisé de la coopération en cours entre le gouvernement néerlandais et l'Afrique de l'Ouest, ainsi que des perspectives en termes d'options stratégiques pour le renforcement de son efficacité et de sa cohérence, en mettant un accent particulier sur la promotion du commerce et des investissements intrarégionaux.



Femmes faisant du commerce sur le marché Gouro à Abidjan (Côte d'Ivoire) Photo: IMTFI / ENSEA (via Flickr)

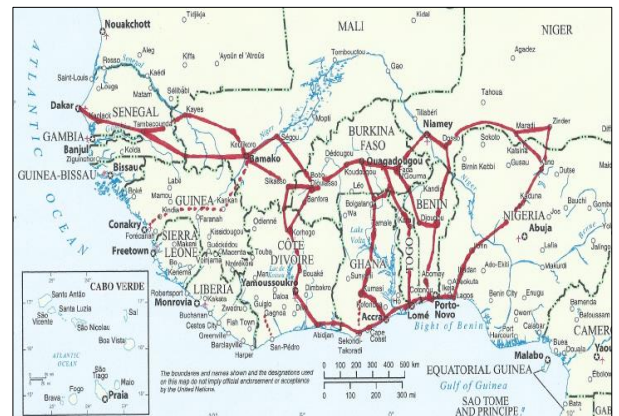
L'étude exploratoire est basée sur les inventaires suivants :

1. Inventaire des instituts de connaissance régionaux en tant que partenaires possibles des Pays-Bas en Afrique de l'Ouest.
2. Inventaire de la littérature sur les relations commerciales pour renforcer la base de connaissances étayant la politique régionale en Afrique de l'Ouest.
3. Inventaire des statistiques sur les relations commerciales pour renforcer la base de connaissances étayant la politique régionale en Afrique de l'Ouest.
4. Inventaire des initiatives (stratégiques) bilatérales néerlandaises en Afrique de l'Ouest au cours de la période 2005-2015.
5. Inventaire des initiatives (stratégiques) menées par des institutions régionales en Afrique de l'Ouest, des initiatives (stratégiques) menées par d'autres partenaires du développement et des efforts déployés en termes de coordination des donateurs au cours de la période 2010-2015.
6. Inventaire des options stratégiques et évaluation de leurs effets possibles.

Cette étude a été menée par un consortium d'instituts de connaissance, composé du Centre d'études africaines de Leiden (ASCL), de LEI Wageningen UR et du Centre européen de gestion des politiques de développement (ECDPM), en étroite consultation avec le groupe de référence du Ministère néerlandais des Affaires étrangères.

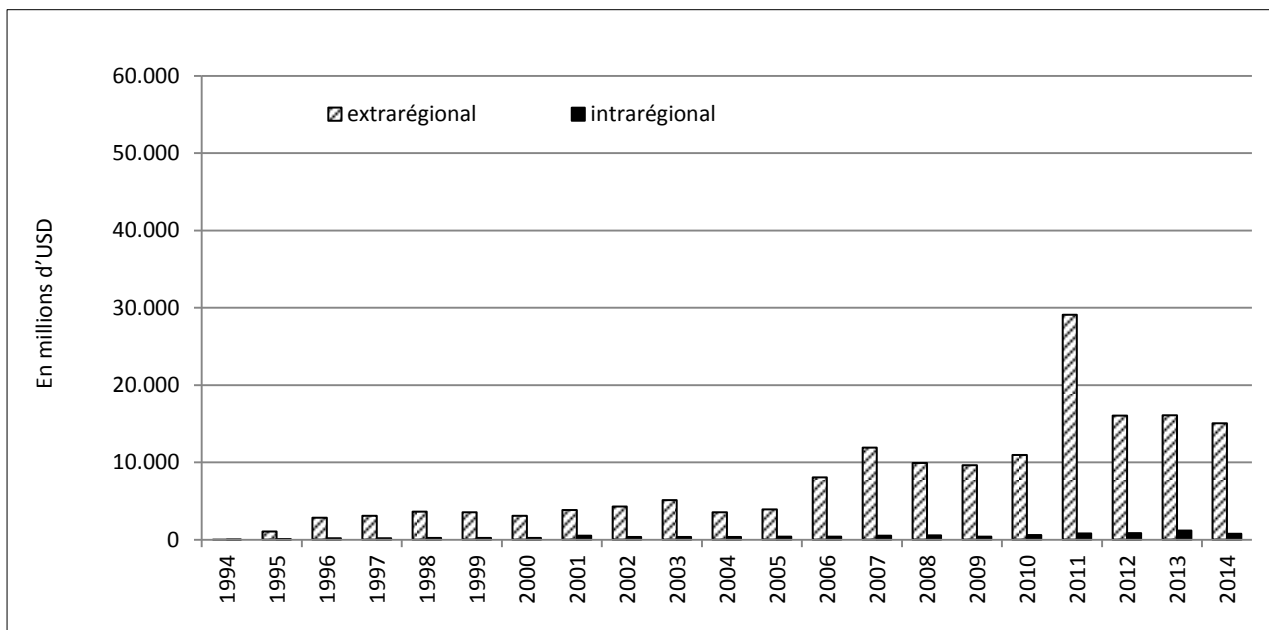
PRINCIPALES CONSTATATIONS & CONCLUSIONS DE L'ÉTUDE EXPLORATOIRE

- L'inventaire des instituts de connaissance régionaux montre qu'il y a une valeur ajoutée potentielle considérable à travailler avec des instituts de connaissance régionaux, par exemple en termes de leur expertise, de leurs réseaux et de leurs liens avec le processus d'élaboration des politiques.
- L'inventaire de la littérature et l'analyse à long terme des données sur la démographie et la sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest soulignent la nécessité impérieuse de renforcer la souveraineté alimentaire régionale et la production alimentaire régionale, et d'investir dans un système allant de soi et meilleur marché de commerce alimentaire par-delà les frontières ouest-africaines, en accordant une attention supplémentaire aux trois pays enclavés (Burkina Faso, Mali et Niger) et à leurs principales villes.



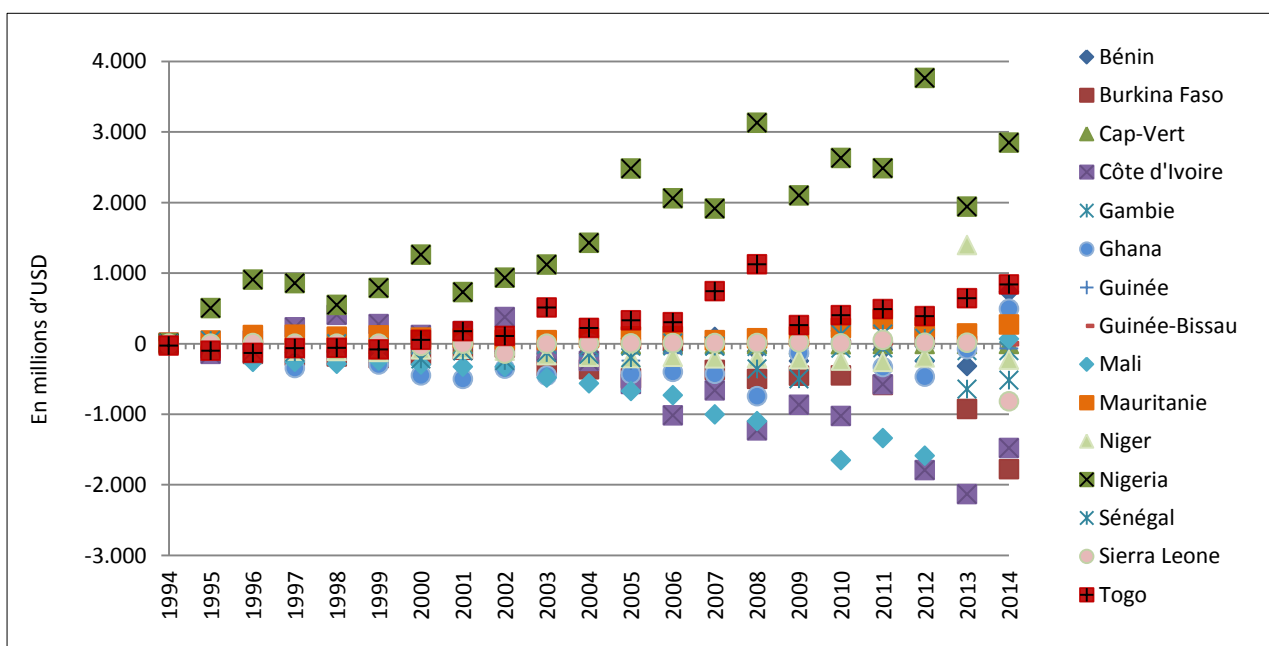
Principaux couloirs commerciaux en Afrique de l'Ouest (source : Saana)

- Le profil commercial de la région ouest-africaine montre que la part du commerce intrarégional (en termes de valeur commerciale) était beaucoup plus faible que celle du commerce extrarégional, ce dernier étant en croissance rapide. Globalement, presque 70 % de la valeur déclarée du commerce intrarégional sont attribués au commerce des minéraux (surtout le négoce pétrolier). Selon les statistiques officielles, l'industrie manufacturière représentait environ 20 % et les produits agricoles seulement environ 10 %. Une bonne partie du commerce agroalimentaire dans la région est considérée comme étant constituée d'échanges informels non enregistrés. Jusqu'à 75 % des produits agroalimentaires pourraient être du commerce informel (World Bank, 2015).



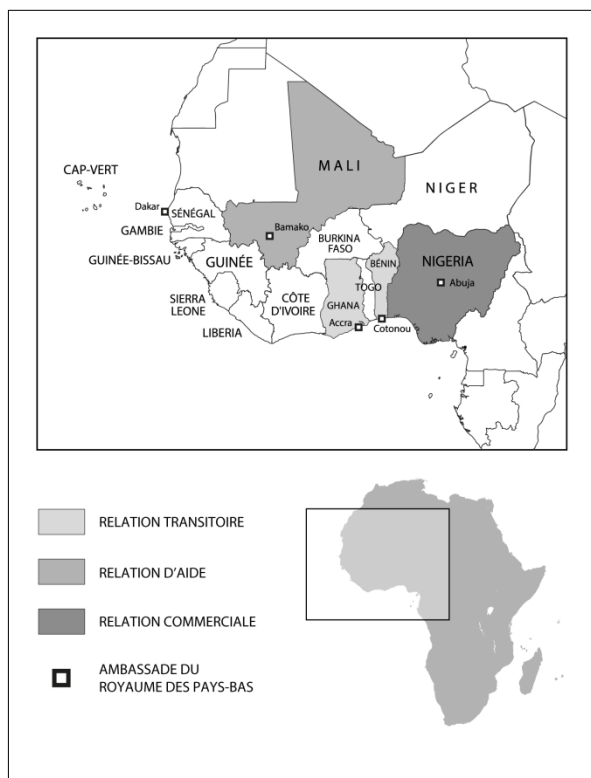
Commerce intrarégional et extrarégional de produits agroalimentaires dans des pays d'Afrique de l'Ouest, mesurés par valeur à l'importation, 1994-2014 (source : basé sur des données de COMTRADE, UNCTAD)

- Le Nigeria est certainement le principal exportateur dans le commerce tant intrarégional qu'extrarégional. Avec leurs grands ports, la Côte d'Ivoire et le Bénin lui emboîtent le pas, mais avec des chiffres beaucoup plus faibles que ceux du Nigeria. Se concentrant sur le commerce intrarégional, le Bénin, le Sénégal et le Togo sont d'importants exportateurs dans la région, approvisionnant en produits d'autres pays dans la région. Le Burkina Faso, le Mali (produits agroalimentaires surtout) et la Sierra Leone dépendent beaucoup d'approvisionnements provenant d'autres pays dans la région, la majeure partie de leurs importations venant des pays susmentionnés.



Position commerciale nette de pays d'Afrique de l'Ouest, 1994-2014 (source : basé sur des données de COMTRADE, UNCTAD)

- La valeur ajoutée du soutien aux initiatives régionales et/ou de l'application d'une approche régionale en Afrique de l'Ouest est généralement reconnue au niveau de l'ambassade des Pays-Bas, en particulier par le biais de la promotion et de la facilitation du commerce et dans le domaine de l'agriculture et de la sécurité alimentaire. Dans la pratique cependant, de nombreuses interventions dans lesquelles les ambassades ont été impliquées ces dernières années étaient à l'échelon national, avec peu de liens régionaux/transfrontaliers, et étaient souvent peu coordonnées avec les autres ambassades de la région.

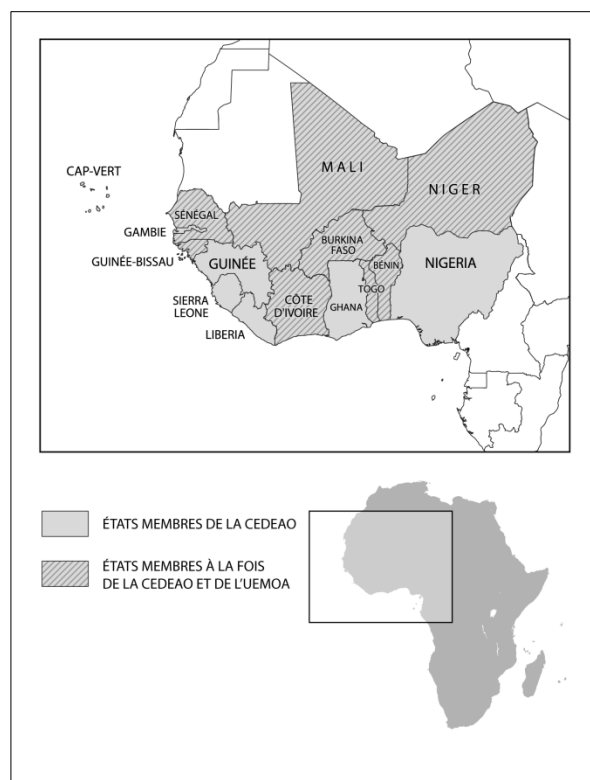


Relations bilatérales néerlandaises avec les pays ouest-africains et emplacement des ambassades des Pays-Bas dans la région

- Deux instruments prometteurs, mais introduits seulement récemment, pour déterminer une approche régionale néerlandaise plus coordonnée en Afrique de l'Ouest – à savoir la nomination du Représentant permanent des Pays-Bas auprès de la CEDEAO et la création du poste d'envoyé commercial régional – doivent encore prouver leur (plein) potentiel.
- Les deux principales organisations régionales, la CEDEAO et l'UEMOA, ont développé de nombreuses initiatives (stratégiques) dans un large éventail de secteurs et de domaines, en vue de renforcer l'intégration et la coopération (économiques) régionales en Afrique de l'Ouest. Cependant, l'écart entre l'accord régional et sa mise en

œuvre/son application sur le terrain est une préoccupation majeure pour un grand nombre de ces initiatives.

- L'Afrique de l'Ouest est une région particulièrement préoccupante pour la communauté internationale du développement, si l'on considère la multitude d'initiatives lancées par un large éventail de partenaires au développement ayant pour objectif l'intégration (économique) régionale. Cependant, l'engagement des partenaires au développement dans la région est encore grandement fragmenté, et la coordination entre les donateurs dans la région est généralement considérée comme insuffisante.



États membres de la CEDEAO et de l'UEMOA en Afrique de l'Ouest

- Les objectifs nationaux des États membres de la CEDEAO dominent les options stratégiques liées au commerce. Des intérêts nationaux divergents et à court terme du groupe hétérogène des États membres de la CEDEAO peuvent expliquer en premier lieu la difficulté à trouver un accord sur des stratégies communes, ainsi que l'absence de mise en œuvre de ce qui a été finalement convenu. Les décideurs politiques devraient axer leurs efforts sur une mise en œuvre et un suivi efficaces. Il est essentiel de transposer les accords au niveau local, en les rendant pratiques et accessibles aux entreprises et aux commerçants.

- En général, les États membres de la CEDEAO suivent le principe d'harmonisation afin d'aligner leurs règlements, y compris leurs mesures tarifaires et non tarifaires. Étant donné les difficultés à parvenir à un accord commun et l'absence d'unité dans la région, le principe de reconnaissance mutuelle peut toutefois être un moyen prometteur de renforcer le commerce intra-CEDEAO (comme dans le processus d'intégration de l'UE).

Des stratégies liées au commerce devraient s'attaquer tout particulièrement à des mesures non tarifaires qui entraînent des coûts commerciaux inutiles et entravent de ce fait le commerce transfrontalier. Les coûts commerciaux semblent clairement être un obstacle substantiel non seulement à l'intégration, ou plutôt à la participation au commerce mondial, mais aussi à l'intégration au sein de la région CEDEAO. Des mesures de facilitation du commerce pourraient cibler en particulier les éléments responsables des coûts commerciaux plus élevés dans la région CEDEAO. Des plaintes rapportées dans des enquêtes menées auprès des entreprises ou lors de différends commerciaux pourraient permettre de mieux identifier les problèmes à résoudre en priorité.



Le port de Lomé (Togo) est une des grandes portées d'entrée régionales pour le commerce en Afrique de l'Ouest Photo : TRANSAFRICA TOGO (via Flickr)

- Les chaînes de valeur régionales s'avèrent être la solution à la promotion de l'intégration au sein de la CEDEAO. Cela plaide en faveur d'un ajout de valeur aux produits non transformés, par le biais de chaînes de valeur plus fortes. Il faut noter que la création de chaînes de valeur va bien au-delà de l'ajout de valeur. Une façon de faire progresser l'intégration au sein de la CEDEAO pourrait donc être la construction de chaînes de valeur régionales, proposant des produits ouest-africains de bonne qualité à des prix abordables à ceux qui réalisent des revenus accrus, à savoir vraisemblablement la population urbaine en expansion dans les villes des pays de la CEDEAO.

RECOMMANDATIONS (STRATÉGIQUES) À L'ADRESSE DU MINISTÈRE NÉERLANDAIS DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

1. NE PAS DÉPASSER SES CAPACITÉS ET SE FOCALISER

Il est recommandé à un petit pays comme les Pays-Bas de ne pas dépasser ses capacités dans son soutien à l'intégration régionale du commerce et des investissements en Afrique de l'Ouest dans son ensemble ; les Pays-Bas devraient se focaliser sur des domaines dans lesquels ils ont une nette valeur ajoutée, des références reconnues quant à des performances réalisées dans le passé et des capacités innovantes prouvées, comme par exemple en agro-logistique.

2. S'ALIGNER SUR LES ENGAGEMENTS EXISTANTS

L'Afrique de l'Ouest fait montre actuellement d'un engagement régional croissant en faveur d'une intégration régionale renforcée. Il est recommandé que les Pays-Bas s'alignent sur ces engagements régionaux, en les prenant comme point de départ et en soutenant leur mise en œuvre.

3. RENFORCER LES SYNERGIES ENTRE DIFFÉRENTS DOMAINES DES POLITIQUES ET DES PARTENARIATS PUBLIC-PRIVÉ

Les Pays-Bas sont bien placés pour renforcer les synergies entre différents domaines des politiques/acteurs afin de soutenir efficacement le commerce et les investissements régionaux pour une croissance durable et inclusive en Afrique de l'Ouest : le commerce et les questions douanières, le développement du secteur privé et l'(agro)-industrialisation, les services de soutien en matière d'agriculture, le développement des infrastructures, l'agro-logistique, etc. sont des domaines auxquels les Pays-Bas pourraient contribuer (et contribuent déjà) avec des organismes publics et privés, ainsi qu'avec des partenariats public-privé.

4. FOCALISATION RÉGIONALE : LA RÉGION CENTRALE

Il est recommandé que les Pays-Bas focalisent leur aide et leur soutien commercial au calendrier de régionalisation de l'Afrique de l'Ouest en premier lieu sur la Région centrale, en ciblant le commerce de denrées alimentaires et en mettant l'accent sur les liens Nord-Sud et Sud-Nord entre la Côte d'Ivoire, le Ghana et le Burkina Faso. Ce qu'on appelle le « couloir central » relie aussi le Togo au Burkina Faso, la Côte d'Ivoire au Mali (occidental), et le Ghana/le Togo/le Bénin à Niamey au Niger. Le choix de la Région centrale serait une reconnaissance de l'importance économique croissante de la Côte d'Ivoire et pourrait faire bon usage de la nouvelle ambassade des Pays-Bas dans le pays. Ce couloir traverse le clivage anglais-français et le clivage Sud-Nord, et rétablit des liens entre les Pays-Bas et le Burkina Faso. Il pourrait être fait usage d'un vaste réseau d'expertise néerlandaise dans le secteur privé et dans les organismes de connaissance, et de leurs partenaires dans la région.

5. FOCALISATION THÉMATIQUE : CHAÎNES DE VALEUR ALIMENTAIRES VERS LES PRINCIPALES VILLES

Les Pays-Bas pourraient accorder une attention spéciale à l'approvisionnement alimentaire et aux principaux marchés alimentaires dans la région, et en particulier à ceux de Ouagadougou et de Bobo Dioulasso qui sont les principales villes intérieures de la Région centrale. De plus, le commerce des animaux et des produits d'origine animale (surtout Nord-Sud) vers les principales villes du Ghana et de la Côte d'Ivoire (et peut-être du Togo et du Bénin) mérite de l'attention, ainsi que les liens transfrontaliers en matière d'échanges alimentaires entre le Ghana et la Côte d'Ivoire, y compris le commerce du poisson. L'approvisionnement alimentaire de Niamey par le biais du couloir central peut également être pris en considération, ainsi que l'approvisionnement des villes du Mali, dans la mesure où celles-ci sont (partiellement) reliées au couloir central. Les Pays-Bas pourraient soutenir l'ajout de valeur et l'amélioration de la qualité des produits alimentaires dans la région (industrialisation agroalimentaire).

6. FOCALISATION SUR LES PRINCIPAUX ACTEURS FORMELS ET INFORMELS DANS UNE PERSPECTIVE D'ÉCONOMIE POLITIQUE À PROFONDEUR HISTORIQUE

L'attention accordée aux voies commerciales et aux transports et autres barrières commerciales le long de ces voies (y compris les principaux ports et les postes frontières) devrait porter également sur les transactions formelles et informelles et sur les chaînes de valeur. Un domaine capital pour de nouvelles recherches consiste à examiner plus attentivement les principaux acteurs au sein des chaînes de valeur agroalimentaires choisies, ainsi que l'économie politique de ces acteurs (aussi dans une perspective historique) comme étant une importante condition préalable pour la compréhension des possibilités et des menaces, des risques et des chances, tant pour les entrepreneurs locaux/régionaux que pour les entreprises étrangères (y compris néerlandaises).

7. INCLURE UNE FOCALISATION SUR LES FEMMES PRODUCTRICES ET COMMERÇANTES

L'importance du commerce alimentaire informel et ses liens avec la sécurité alimentaire dans la région plaide en faveur d'une focalisation sur les femmes productrices et commerçantes, et les Pays-Bas devraient aller au-delà du développement du couloir et du commerce formel (impliquant surtout des hommes).

8. FOCALISATION SUR UN GROUPE DÉTERMINÉ DE PRODUITS AGROALIMENTAIRES : HORTICULTURE, PRODUITS ANIMAUX/LAITIERS ET RIZ. LE FAIRE EN CONSULTATION AVEC LA CEDEAO, LA BAD ET AUTRES PARTENAIRES

Si les Pays-Bas décident effectivement de se focaliser sur le commerce et les investissements alimentaires frontaliers afin de stimuler dans les années à venir le commerce régional et le développement d'une chaîne

de valeur régionale, il serait opportun de limiter davantage les principaux domaines d'intervention (en consultation avec la Commission et les États membres de la CEDEAO, la Banque africaine de développement et autres partenaires au développement sélectionnés) à une sélection de produits agricoles. Étant donné leur importance croissante pour les consommateurs urbains, nous recommandons aux Pays-Bas de se focaliser sur l'horticulture et les produits animaux et laitiers, niches dans lesquelles les pays d'Afrique de l'Ouest présentent des avantages concurrentiels, et de rechercher des moyens de faciliter davantage la production rizicole et le commerce rizicole transfrontalier dans la région. Pour accroître encore davantage la compétitivité de ces niches, Pays-Bas pourraient stimuler l'approvisionnement local par le biais d'agro-industries privées et faciliter différentes formes de soutien agricole.

9. MAIS NE PAS OUBLIER DE PRENDRE EN CONSIDÉRATION LES CONSÉQUENCES SUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET ÊTRE UN CATALYSEUR POUR UNE AMÉLIORATION DE L'ÉLABORATION DE STRATÉGIES ET POUR UN MEILLEUR RECUEIL DE DONNÉES

Une focalisation sur les grandes zones métropolitaines devrait cependant aller de pair avec le soutien de « systèmes de vigilance » pour la sécurité alimentaire dans les zones les plus marginales et dans les villes secondaires et tertiaires, en continuant à impliquer et à soutenir le CILSS et le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest.

Dans le domaine de l'agriculture et de la sécurité alimentaire, il y a plusieurs domaines particuliers dans lesquels les Pays-Bas pourraient servir de courtier pour rassembler des acteurs pertinents. Ainsi par exemple, les Pays-Bas pourraient inciter la FAO, la Banque africaine de développement, la Commission de la CEDEAO et le CILSS/Club du Sahel, à unir leurs efforts afin d'élaborer un ensemble de données plus intégré et plus fiable sur la production alimentaire, le commerce et les investissements.

10. OUI, TRADEMARK EAST AFRICA PEUT ÊTRE UNE SOURCE D'INSPIRATION, MAIS : L'AFRIQUE DE L'OUEST EST DIFFÉRENTE !

Il est recommandé que les Pays-Bas expriment leur ambition d'être un catalyseur d'efforts de coordination (entre donateurs) et d'initiatives multi-donateurs, comparable à TradeMark East Africa (TMEA). Cependant, en ce qui concerne l'utilisation de TradeMark East Africa comme source d'inspiration, il ne faut pas méconnaître les différences significatives en termes de conditions et de circonstances entre les deux régions. Deux de ces aspects méritent une attention particulière et offrent une opportunité aux Pays-Bas de jouer un rôle particulier. L'un de ces aspects concerne les barrières linguistiques en Afrique de l'Ouest. Les Pays-Bas pourraient aider à combler l'écart linguistique en stimulant la propagation du bilinguisme (anglais et

français/portugais) dans les documents stratégiques et dans les universités locales et autres instituts de connaissance. Le deuxième aspect est le faible développement des infrastructures dans la région. Et bien sûr une grande différence est que jusqu'ici le TMEA ne couvre que cinq pays, alors que la région CEDEAO en couvre quinze, ce qui est une des raisons pour lesquelles nous recommandons une focalisation initiale sur la Région centrale uniquement.

11. CONFIER LE MANDAT ORGANISATIONNEL RÉGIONAL À L'AMBASSADE DES PAYS-BAS À ABIDJAN

Il est recommandé que la nouvelle ambassade des Pays-Bas en Côte d'Ivoire reçoive mandat d'élaborer une stratégie sous-régionale de diplomatie durable, et inclue le Burkina Faso dans les activités de l'ambassade liées au commerce, aux investissements et à l'aide. Evidemment, cela devrait être réalisé en étroite collaboration avec l'ambassade des Pays-Bas à Accra, ainsi qu'avec l'ambassade des Pays-Bas à Abuja, en ce qui concerne les connexions avec l'approche globale de la CEDEAO (étant donné que le siège de la Commission de la CEDEAO se trouve à Abuja). Il est recommandé également d'organiser régulièrement des rencontres et des échanges sur le commerce régional, l'aide et les investissements, entre les ambassades néerlandaises concernées dans la région. Des instruments prometteurs, mais introduits seulement depuis peu par les Pays-Bas pour donner forme à une approche régionale mieux coordonnée en Afrique de l'Ouest – à savoir la nomination du Représentant permanent des Pays-Bas auprès de la CEDEAO et la création du poste d'envoyé commercial – devraient être saisis comme une opportunité à mener (ensemble) ce processus.

12. PRENDRE LA BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT COMME PARTENAIRE CENTRAL DE CONNAISSANCES ET CRÉER DES LIENS AVEC SES « CINQ GRANDES PRIORITÉS ».

Nous recommandons de prendre la Banque africaine de développement comme partenaire central de connaissances pour le soutien néerlandais aux processus d'intégration régionale en Afrique de l'Ouest et de lui accorder un rôle dans l'engagement d'autres partenaires de connaissances dans la région, et de connecter ceux-ci à des partenaires de connaissances collaborateurs aux Pays-Bas.

La Banque africaine de développement a récemment annoncé ses « Cinq grandes priorités » (les High-5). « Intégrer l'Afrique » se trouve au milieu, mais cet objectif est lié à « Nourrir l'Afrique », à « Industrialiser l'Afrique » (lié à « Éclairer l'Afrique et lui fournir de l'électricité ») et à l'objectif final « Améliorer la qualité de vie des Africains ».



Les « Cinq grandes priorités » de la Banque africaine de développement (source : Banque africaine de développement)

En reliant son soutien à intégration régionale à ces objectifs majeurs, les Pays-Bas intègrent leur approche avec l'acteur qui fera sans doute la différence dans les années à venir, tant comme investisseur principal que comme un important courtier de connaissances.

13. MAIS IMPLIQUER DEPUIS LE DÉBUT LES CENTRES DE CONNAISSANCES ET LE SECTEUR PRIVÉ

Il est recommandé que le Ministère néerlandais des Affaires étrangères et les ambassades concernées dans la région ne fassent pas participer uniquement des décideurs politiques et des centres de connaissances locaux (en soutenant des institutions aux Pays-Bas), mais aussi des représentants du secteur privé dans la région (l'Alliance Borderless pourrait être un bon exemple à suivre ; et un organisme de soutien comme le Conseil des affaires Pays-Bas - Afrique, mettant en relation des entrepreneurs néerlandais et locaux, pourrait aussi jouer un rôle). Il est recommandé également de s'associer avec des organismes néerlandais présents de longue date dans la région et disposant d'une expertise et de réseaux pertinents, tels que la SNV et AgriProFocus. Un domaine prioritaire à cet égard concerne les opportunités (et les défis) liées au développement de chaînes de valeur régionales, en particulier l'ajout de valeur dans le domaine de l'agro-industrie, qui nécessite d'être examiné de plus près.

14. ÊTRE AUDACIEUX : TENTER DE S'ASSOCIER À DES PARTENAIRES ÉMERGENTS

Afin d'acquiescer une meilleure compréhension du contexte élargi, il est bon d'être conscient du rôle de partenaires de développement « non-traditionnels, tels que les économies émergentes comme la Chine, le Brésil, la Turquie et l'Inde. Ces nouveaux acteurs prennent de plus en plus d'importance en Afrique de l'Ouest, mais ils se manifestent de manière différente que les partenaires au développement traditionnels. Ce point n'a pas encore fait partie de l'étude exploratoire. Par conséquent, un nouveau domaine de recherche intéressant est l'examen de leur rôle et de leur impact spécifiques afin d'identifier des domaines possibles de coopération et d'alignement.

15. MAIS AUSSI : NE PAS ÊTRE NAÏF

La littérature et les documents stratégiques concernant l'intégration régionale en Afrique de l'Ouest stipulent en général que le commerce intrarégional accru conduira effectivement à une croissance économique régionale, à une plus grande sécurité alimentaire, à une résilience accrue et aussi à une plus grande stabilité (également dans un sens politique et militaire).

Cependant, une approche davantage fondée sur l'économie politique remet en question certaines hypothèses naïves selon lesquelles tout irait bien avec la croissance du commerce et de l'intégration au niveau régional si cela pouvait (et devait) être stimulé. Des coûts de transaction transfrontaliers réduits et des coûts de transport réduits, ainsi qu'une position possiblement plus puissante des grands négociants en denrées alimentaires et de l'industrie alimentaire formelle, signifieraient que les personnes (et les organismes) qui profitent actuellement des hauts coûts de transaction et des transports coûteux, et qui organisent actuellement le gros du commerce alimentaire informel (surtout des femmes), pourraient perdre leur position ainsi qu'une part de leurs revenus. Et dans la production alimentaire et les secteurs commerciaux, les bénéfices d'une meilleure intégration à un niveau d'échelle beaucoup plus élevé, pourraient être partagés très inégalement entre les propriétaires et les salariés, les petits exploitants et les grands producteurs agricoles, etc.

Si on les ignore, ces aspects d'économie politique peuvent entraîner encore plus d'inégalité, plus d'instabilité, plus d'insécurité alimentaire pour les populations et les zones relativement démunies, et des menaces pour la croissance économique dans la région, au lieu d'avantages globaux. Un autre impact d'une intégration accrue ne doit pas non plus être ignoré. Une intensification du commerce des graines et des produits animaux et alimentaires sur une région plus vaste augmente le risque d'épidémies animales et végétales (et d'épidémies humaines apparentées, ainsi que de maladies humaines liées à une mobilité accrue). Par conséquent, les services épidémiologiques phytosanitaires et vétérinaires – qui sont fournis avant tout par des institutions publiques – nécessitent une attention particulière au niveau de la Région centrale ou de l'Afrique de l'Ouest dans son ensemble.

Références

Saana Consulting (2015), *Accelerating Trade in West Africa (ATWA), Inception report*.

UNCTAD Commodity Trade (COMTRADE) database : <http://comtrade.un.org/>

World Bank (2015), *Connecting Food Staples and Input Markets in West Africa - a Regional Trade Agenda for ECOWAS Countries*, World Bank, Washington.

Résultats de l'étude exploratoire (en version anglaise uniquement)

Pour la version intégrale du rapport exploratoire, veuillez consulter : http://www.ascleiden.nl/sites/default/files/scoping_report_final_0.pdf

Pour la bibliographie annotée basée sur un inventaire de la littérature sur l'intégration régionale en Afrique de l'Ouest, veuillez consulter : http://www.ascleiden.nl/sites/default/files/annotated_bibliography_final_july_2016.pdf

Pour le rapport de la conférence exploratoire organisée à l'appui de l'étude, veuillez consulter : http://www.ascleiden.nl/sites/default/files/scoping_confere_nce_final_report_0.pdf

Pour le Document de Réflexion de l'ECDPM N°195 sur le commerce et les barrières au commerce en Afrique de l'Ouest (avec résumé en français), veuillez consulter : www.ecdpm.org/dp195

Étude commandée par



La Food & Business Knowledge Platform est une des cinq plateformes de connaissances pour le développement mondial initiées par le Ministère néerlandais des Affaires étrangères. Au sein de cette plateforme, des organisations et des réseaux internationaux en matière d'affaires, de sciences, de société civile et de stratégies coopèrent dans le domaine de l'alimentation et de la sécurité alimentaire. Ils identifient les questions liées aux connaissances qui sont pertinentes actuellement et dans l'avenir, et lancent des activités d'apprentissage et de recherche. La plateforme diffuse des enseignements tirés de l'expérience acquise et met en lumière des innovations prometteuses qui contribueront à la sécurité alimentaire locale et mondiale : <http://knowledge4food.net/>